

# Energie (1re partie)

**Garantir un approvisionnement fiable en énergie à un prix abordable est l'un des plus grands défis auxquels l'UE est actuellement confrontée: intégrer davantage les politiques énergétiques européennes et parler d'une seule voix sur la scène internationale sont essentiels pour y parvenir. Une énergie durable, sûre et abordable pour les Européens**

*Nous poursuivons notre série d'articles « Comprendre les politiques de l'Union européenne » qui explique ce que fait l'Union dans ses différents domaines de compétence, pour quelles raisons elle agit et quels résultats elle obtient.*

## Pourquoi l'Europe a besoin d'une politique énergétique ?

### Des intérêts communs dans un domaine stratégique

Éclairage, chauffage, transport ou production industrielle: l'énergie est essentielle pour les services indispensables au quotidien, tant pour les citoyens que pour les entreprises. Mais les réserves de combustibles fossiles (pétrole, gaz et charbon) de l'Europe ne sont pas inépuisables. Elles doivent être bien gérées, en attendant de pouvoir exploiter de nouvelles sources d'énergie. L'Europe consomme et importe de plus en plus d'énergie. Les pays de l'Union européenne (UE) ont bien compris l'intérêt d'une action coordonnée dans ce domaine hautement stratégique. Ils ont donc adopté des règles communes et concentré leurs efforts pour garantir un approvisionnement en énergie à un prix abordable, tout en polluant le moins possible.

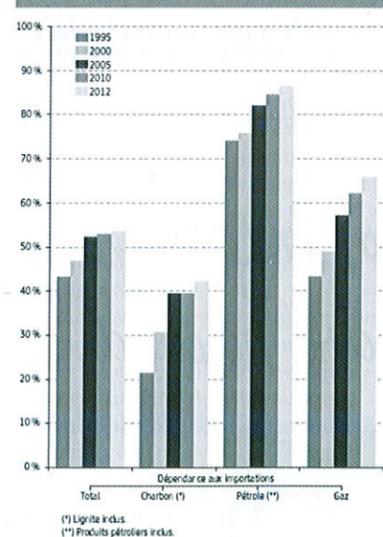
### Un secteur complexe

Allumer son ordinateur ou démarrer sa voiture sont des actions qui semblent aller de soi, mais qui sont pourtant le résultat d'un processus complexe. Il faut tout d'abord extraire des ressources énergétiques de la terre, comme le gaz, le pétrole et le charbon. Le bois peut

également être transformé en chaleur, et de l'électricité peut être générée à partir du vent, de l'eau et des rayons du soleil par des éoliennes, des barrages et des panneaux solaires. Cette énergie doit ensuite être transportée, parfois à travers des continents ou sous la mer, jusqu'à l'endroit où elle sera consommée. Il faut pour cela des installations capables d'assurer un approvisionnement énergétique en continu pendant plusieurs dizaines d'années. D'énormes moyens techniques, logistiques et financiers entrent donc en jeu.

L'énergie est un secteur stratégique, car nous ne pouvons pas nous en passer. Elle est indispensable pour s'éclairer, se protéger du froid et transporter des personnes et des

IMPORTATIONS DE COMBUSTIBLES FOSSILES DE L'EU-27 (1995-2012)



marchandises, mais elle est aussi à la base de tous les secteurs économiques — agriculture, industrie et services — de même que du progrès scientifique. Notre mode de vie nécessite d'énormes quantités d'énergie qui génèrent de la pollution (air, eau, sols et climat), dont il faut réduire le plus possible l'impact.

### Le premier importateur mondial

L'Europe dépend du reste du monde pour son approvisionnement en énergie. L'Union européenne, deuxième puissance économique mondiale, consomme un cinquième de l'énergie produite dans le monde, mais possède très peu de réserves propres. Heureusement, le portefeuille — que l'on appelle « bouquet énergétique » — est très diversifié en Europe: des nombreux barrages en Autriche, des mines de charbon en Pologne et des centrales nucléaires en France aux forages pétroliers en mer du Nord et aux gisements de gaz au Danemark et aux Pays Bas, aucun des pays européens ne ressemble à un autre, et c'est une bonne chose. À condition, bien entendu, que lesdits pays coopèrent pour tirer pleinement parti de leur diversité.

La dépendance énergétique européenne a des conséquences considérables sur notre économie. Nous achetons notre pétrole aux membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et à la Russie, et notre gaz à l'Algérie, à la Norvège et à la Russie. Cela représente un coût annuel de plus de 350 milliards d'euros qui ne cesse d'augmenter. Nous n'avons pas le choix: les pays européens doivent être efficaces, se fixer des objectifs ambitieux et coopérer pour pouvoir diversifier leurs sources d'énergie et leurs voies d'approvisionnement.

### Les contraintes climatiques

Des experts renommés ont démontré le coût exorbitant du changement climatique si le monde ne parvient pas à réduire ses émissions de gaz à effet de serre. Cela concerne directement le secteur de l'énergie, dont plus de 80 % de la production provient des combustibles fossiles. Lorsqu'ils sont brûlés, ces combustibles émettent du dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>), qui constitue le principal gaz à effet de serre. À l'avenir, le secteur énergétique européen devra donc réduire l'utilisation des combustibles fossiles et recourir davantage à des sources d'énergie à faible intensité de carbone.

### L'Europe doit agir de concert

L'importance que les pays de l'UE accordent au secteur de l'énergie ne date pas d'hier. Cet intérêt s'est manifesté juste après la Seconde Guerre mondiale, lorsque les pères fondateurs de l'Europe sont convenus de « mettre les moyens de la guerre au service de la paix », selon les propos de Jean Monnet. Ainsi, le charbon et l'acier, d'une part, et l'énergie nucléaire, d'autre part, ont été à la base des premiers traités européens: la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), qui a été intégrée à la politique de l'UE en 2002, et le traité Euratom sur l'énergie atomique, toujours en vigueur.

Dès les années 60, les États européens ont compris le besoin de coopérer pour résoudre les problèmes d'approvisionnement en énergie. Ils ont donc mis en commun leurs stocks de pétrole stratégiques et établi une procédure de gestion des crises. Aujourd'hui, la politique de l'énergie a également un impact sur de nombreux autres domaines: l'industrie, l'environnement, les transports, la recherche et l'innovation, et même les relations extérieures.

### Les objectifs de l'Europe

*L'Union européenne a les pouvoirs et les instruments nécessaires pour mettre en place une politique énergétique permettant :*

- de garantir son approvisionnement énergétique;
- de s'assurer que les prix de l'énergie ne sont pas un frein à sa compétitivité;
- de protéger l'environnement et en particulier de lutter contre le changement climatique;
- d'améliorer les réseaux énergétiques.

*Les États membres sont libres de développer les sources d'énergie de leur choix. Ils doivent toutefois tenir compte des objectifs de l'UE en matière d'énergies renouvelables.*

## Pourquoi l'Europe a besoin d'une politique énergétique ?

### Une stratégie européenne de l'énergie

L'Europe possède peu de réserves énergétiques, elle doit donc importer actuellement plus de la moitié de son énergie et accepter les prix fixés par les marchés mondiaux, voire par les différents pays exportateurs. Pour réduire efficacement la facture énergétique, il faut réduire la quantité d'énergie que nous

consommons. Cela peut sembler évident, mais est-il possible de moins consommer tout en conservant notre qualité de vie et notre confort?

### Économiser l'énergie

Même si ce n'est pas facile, nous pouvons réduire notre consommation énergétique en consommant mieux et de manière plus efficace. Une solution bénéfique pour tous est possible: nous pouvons réduire les émissions de CO<sub>2</sub>, créer de nouveaux emplois et réaliser des économies en diminuant notre dépendance vis-à-vis des importations d'énergie. Nous pouvons également exporter notre savoir-faire. L'efficacité énergétique fait donc partie des objectifs essentiels de l'Union européenne pour 2020. Les dirigeants européens ont décidé qu'il fallait, d'ici à 2020, réduire notre consommation totale d'énergie de 20 % par rapport aux niveaux de 1990. Cette baisse considérable revient à arrêter plus de 400 centrales électriques. Pour y parvenir, l'Union européenne doit inciter ses États membres à mettre un terme au gaspillage d'énergie lié à l'utilisation des appareils électriques, à l'industrie et au transport. Les bâtiments sont également un secteur clé, puisque nous y consommons 40 % de notre énergie et qu'ils émettent 36 % de tous les gaz à effet de serre dans l'UE, dont 80 % sous forme de chaleur.

La directive sur l'efficacité énergétique, adoptée en 2012, aidera l'UE à atteindre ces objectifs et à exploiter toutes les possibilités en la matière. Cette législation transversale introduit des mesures dans tous les grands secteurs économiques et prévoit de nouveaux objectifs et audits énergétiques, ainsi que des objectifs en matière de récupération de la chaleur et de performance énergétique. En 2014, la Commission européenne évaluera si l'UE est en bonne voie pour atteindre son objectif de 20 % et suggérera la meilleure marche à suivre.

Tous les pays de l'UE ont dû définir des objectifs indicatifs en matière d'efficacité énergétique pour 2020 et préciser comment ils prévoient de les atteindre. Compte tenu du climat économique difficile, l'UE doit tout mettre en œuvre pour encourager les investissements et les actions concrètes dans le secteur de l'efficacité énergétique. Même si les investissements dans ce domaine deviennent rapidement rentables et contribuent à stimuler d'autres investissements, les fonds doivent tout de même être avancés. Avec

son budget et ses institutions financières, l'Union européenne peut aider ses États membres à financer leurs plans en faveur de l'efficacité énergétique. Elle met à disposition des fonds importants au cours de la période 2014-2020 pour accroître les investissements dans ce domaine (23 milliards d'euros provenant des seuls Fonds structurels). De plus, l'efficacité énergétique est en train de devenir un secteur important de la recherche et de l'innovation dans le cadre du nouveau programme Horizon 2020.

### Un véritable marché européen de l'énergie

L'électricité et le gaz peuvent en principe circuler librement à travers les réseaux qui quadrillent le territoire européen. Le marché européen unique de l'énergie met tous les producteurs et fournisseurs en concurrence. Il est donc possible, en théorie, d'acheter et de vendre de l'électricité et du gaz où on le souhaite, afin d'obtenir une énergie de qualité au prix le plus juste. Mais ce marché de 500 millions de consommateurs n'est pas encore devenu réalité, car de nombreuses règles nationales entravent encore le développement des entreprises transfrontières.

Les prix du gaz et de l'électricité pour les entreprises, fixés par les gouvernements, en sont un exemple.

Il arrive également que certains acteurs aient un accès privilégié et inéquitable aux réseaux. En conséquence, les investisseurs hésitent, faute de perspectives prometteuses. La régénération des centrales électriques devenues vétustes pourrait ainsi être repoussée.

Il faut donc renforcer la concurrence et mettre en place des règles communes pour une utilisation équitable des réseaux. L'Union européenne a un rôle essentiel à jouer dans ce domaine, tant pour définir les règles communes que pour surveiller les marchés à une surveillance stricte afin d'empêcher certains acteurs d'exploiter injustement toute forme de monopole.

• M.-P.-M.-N.

Sources : Union européenne, Commission européenne, Direction Générale de la Communication, DG des Affaires économiques et financières, Office des publications.